

Pour citer cet article : Lauret É., Idelson B., « Les médias réunionnais au prisme de l'économie numérique et des mouvements citoyens », in, F. Daghami – K. Youssoufi – F. Toumi, (coord.), *Métamorphoses de l'action citoyenne. Bilan d'une décennie de recherche sur les réseaux numériques*, Universités d'Agadir-Larlanco et de Poitiers-Migrinter, 2021 : 357-372.

—Les médias réunionnais au prisme de l'économie numérique et des mouvements citoyens

Élodie Lauret

Université de La Réunion

Bernard Idelson

Université de La Réunion

L'article propose un regard historicisé sur les transformations socio-économiques des médias d'information de La Réunion. Il tente de saisir les évolutions d'une certaine forme d'un journalisme régional exercé dans un territoire français insulaire situé dans le sud-ouest de l'océan Indien. Il analyse les pratiques induites par les dispositifs techniques numériques en observant les positionnements éditoriaux des supports vis-à-vis des mouvements sociaux, notamment celui des « Gilets jaunes » dans sa version locale. En toile de fond, et du point de vue des professionnels de l'information eux-mêmes, il interroge les promesses d'ouverture et de liberté d'expression — tenues ou non — dans un espace public numérique reconfiguré à l'échelle planétaire.

À partir d'une étude de cas des médias d'information de l'île de La Réunion, nous proposons de questionner le rôle que la presse régionale peut revêtir dans différentes formes d'actions/revendications citoyennes, tout en observant les changements intervenus depuis son passage au numérique. L'analyse qualitative porte sur un recueil d'entretiens et un corpus d'articles en ligne.

Rendre compte de l'évolution de tels médias à l'échelle d'un territoire insulaire, et sur un temps de recherche relativement long, permet de saisir les transformations et de « resociologiser » les données numériques (Ouakrat, Mésangeau, 2016). Il s'agit de s'intéresser aux évolutions des médias d'information et d'une certaine forme de journalisme local à l'aune des dispositifs sociotechniques industriels liés aux GAFAs et à leurs contraintes économiques, mais en les recontextualisant d'un point de vue socio-historique et territorial. Les agents sociaux, usagers, journalistes, publics et utilisateurs de ces dispositifs, participent aux phénomènes de convergence des médias (Cardon, 2019). Ils sont producteurs de traces numériques (Merzeau, 2013) à l'œuvre à l'échelle quasi planétaire, tout en dépendant aussi de contextes particuliers et géographiquement situés.

Les données concernent des cartographies d'entreprises médiatiques, des observations de corpus et des entretiens avec des professionnels de l'information. L'accent est mis ici sur les interactions entre les médias locaux et les luttes citoyennes. Les différentes formes médiées de la récente crise des « Gilets jaunes », dans sa version réunionnaise, seront ainsi questionnées. Enfin, en toile de fond, cette interrogation concerne les promesses, tenues ou non, de libertés d'expression et de liens socio-numériques (Jeanne-Perrier, 2012).

Présentation du contexte sociohistorique des médias réunionnais

Les médias d'information réunionnais s'inscrivent dans une tradition de presse d'opinion. C'est donc par une historisation de tels supports que l'on parvient à analyser des pratiques journalistiques actuelles et des positionnements, souvent tranchés, de ces médias locaux lorsqu'ils rendent compte de différents mouvements sociaux. L'hypothèse forte que nous avons émise est que les différentes cultures d'entreprises médiatiques locales ont généré des *habitus journalistiques* que le passage à l'ère numérique n'a pas modifiés, mais *a contrario* a confortés (Idelson, Lauret, 2020).

Notre approche développe une double focale d'analyse : elle s'intéresse à la fois aux acteurs de la scène politico-médiatique, en retraçant leur biographie, et aux structures elles-mêmes liées aux contextes (Idelson, 2014). La pratique dûment théorisée de l'entretien de recherche avec des journalistes (Brousteau *et al.*, 2012) est largement utilisée et compose une partie importante des données sur lesquelles repose le présent article¹. L'ensemble du propos analytique doit être ainsi contextualisé et historicisé.

Dès leur apparition, à la fin du XVIII^e siècle, les premières feuilles sont détenues par des notables de la sphère bourgeoise engagés dans la vie politique de la colonie (Técher, Serviabile, 1991). Ces formes d'expression sont constitutives de l'émergence d'un espace public délibératif marquant la société sucrière industrialisée dès la fin du XIX^e. À partir des années 1950, la presse écrite va refléter un positionnement bipolaire autour de la question du statut, soit en faveur de la départementalisation de l'île, soit dans le sens d'une revendication autonomiste impulsée par les partis progressistes, dont le puissant Parti communiste réunionnais (PCR). La télévision réunionnaise est lancée en 1964. L'audiovisuel, jusqu'à la libéralisation des ondes à partir des « années Mitterrand », reste marqué par la mainmise de l'État et une forme de censure vis-à-vis des opposants autonomistes interdits d'antenne (Idelson, 2002). On assiste dans les années 1970 à l'écllosion d'une presse militante, plutôt proche du PCR, dans laquelle s'exprime un foisonnement d'idées et de revendications en faveur de la valorisation de l'identité créole réunionnaise, tant linguistique que culturelle².

Les années 1990 sont celles d'une décrispation du paysage politique : le statut de région européenne monodépartementale de l'île et le processus de décentralisation, qui permet aux collectivités territoriales de maîtriser les décisions concernant le territoire, font désormais consensus. Il en résulte une ouverture de l'audiovisuel public avec la création de la station RFO qui succède à FR3 Réunion en 1983. L'ouverture audiovisuelle est en partie liée aux événements qui ont succédé à la création d'une télévision illégale de grande audience, Télé FreeDom, dont les émetteurs seront saisis en 1991. C'est en raison de cette crise sociale d'envergure (qui a été le théâtre d'émeutes urbaines), que de nouvelles chaînes seront finalement autorisées.

En 1998, le secrétaire général du PCR, Paul Vergès, figure emblématique combattue âprement durant plusieurs décennies par la droite locale, est élu à la présidence de la Région. Il s'ensuit une régulation du paysage médiatique, dorénavant bien diversifié tant dans la presse écrite qu'audiovisuelle.

Cette décennie 1990 est par ailleurs celle de l'essor d'équipements technologiques (satellites de télécommunications, câbles sous-marins en fibre optique) qui permet le développement de la télévision et d'internet. *Le Journal de l'Île* (racheté par le groupe Hersant en 1991) est le premier journal d'outremer à créer son site d'information en 1997.

¹ L'essentiel de ces recueils les plus récents de paroles de journalistes et de professionnels de l'information est composé de 26 entretiens approfondis semi-directifs effectués par E. Lauret dans le cadre d'un travail en cours de thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication consacrée aux transformations du journalisme à La Réunion à l'ère du numérique.

² Colloque « Mouvements culturels et littéraires et revues. Propagande et militantisme : océan Indien et Europe (XIX^e et XX^e siècles), 24-25 octobre 2018, FLSH, Université de La Réunion (actes à paraître, Presses Universitaires Indianocéaniques).

Les transformations numériques et économiques (entreprises)

Les investisseurs locaux digitalisent depuis lors leurs entreprises médiatiques. En 1997, le site d'information Clicanoo du *Journal de l'Île (Jir)* se positionne donc comme le premier titre français ultramarin. Une agence de presse et agence de prestations de services en communication, Imaz Press Réunion, est créée en 2000, il s'agit là du premier *pure player* de l'île. En 2002, *Témoignages*, organe du parti communiste réunionnais, propose en ligne des contenus de son journal imprimé. *Le Quotidien* se dote en 2007 d'un site internet avec des journalistes exclusivement dédiés au web. Cependant, au bout de deux ans, face au manque de rentabilité du site, la direction renonce à l'expérience numérique. Lancé en 2008 par un entrepreneur et figure médiatique locale, Zinfos974, est un *pure player* qui s'inscrit directement dans une tradition de presse d'opinion à La Réunion. En mars 2009, la chaîne de télévision locale Antenne Réunion propose un site de contenus rédactionnels, linfo.re. Réunion La 1^{ère}, du groupe France Télévisions, développe officiellement son site en 2012. Enfin, le 14 juillet 2016, à l'occasion de la célébration de ses trente ans, radio FreeDom lance freedom.fr, une offre d'information en ligne. Le site est géré par la société Sinusoïde, par ailleurs créée par l'une des « journalistes-animatrices » phares de la radio.

	Visites totales	Visites mensuelles	Visiteurs uniques mensuels	Visites/visiteurs uniques	Durée d'une visite	Pages/visiteurs	Taux de rebond
linfo.re	5.370M	1.790 M	654 393	2,74	00:05:36	3,12	62,88%
zinfos974.com	4.319M	1.439M	320 874	4,49	00:02:53	2,83	48,96%
clicanoo.re	3.505M	1.168 M	324 179	3,6	00:11:30	7	52,11%
freedom.fr	2.736M	912 111	238 922	3,82	00:02:07	2,17	68,49%
ipreunion.com	1.630M	543 452	241 653	2,25	00:01:25	1,69	75,13%
temoignages.re	64 991	21 664	13 473	-	00:01:21	1,53	82,37%

Audiences des sites d'information réunionnais – octobre/décembre 2019. Source : Similarweb

La stratégie économique liée au numérique que déploient alors les rédactions en ligne, mais aussi, *in extenso*, les entreprises médiatiques « matrices », consiste à être attentifs aux audiences de leurs contenus rédactionnels sur la toile et, avec l'apparition de Facebook, à assurer une présence sur ce réseau social numérique.

Cependant, ces choix tactiques liés au numérique ne permettent pas de faire face aux difficultés économiques que rencontrent les entreprises médiatiques à La Réunion. L'une des conséquences de cette crise peut se mesurer localement par la décision du tribunal de commerce de la mise en redressement judiciaire du *Journal de l'Île* en 2016 et par le plan social qui en a résulté, ou encore par le plan de sauvegarde du *Quotidien*, ordonné le 19 décembre 2019. La crise économique s'observe également à travers la mutualisation des infrastructures techniques (le partage de l'imprimerie pour *Le Quotidien* et *Le Jir*, ou les plateaux techniques communs pour le groupe Cirano [radios] et le groupe Antenne Réunion). Quant au modèle économique des médias, celui-ci semble dépendre de financements de plus en plus conséquents des collectivités territoriales (Région, Département, communautés d'agglomération et communes de l'île), ce qui a pour effet de brouiller les frontières entre information et communication. L'implication financière de ces collectivités peut être « indirecte » avec l'achat de publicités, d'annonces légales, et surtout à travers la mise en place des espaces dédiés à l'actualité de ces collectivités territoriales au sein même des dispositifs éditoriaux des organes de presse. Mais

elle peut aussi s'avérer « directe » à travers un système particulier d'aide à la presse³. Ce type de soutiens nourrit des polémiques et génère des débats au sein de l'espace public réunionnais : ces derniers concernent les positionnements politiques des médias locaux et le choix de leur ligne éditoriale, que certains acteurs, au sein même de la profession, mais aussi de la sphère politique, considèrent comme potentiellement partisans⁴, voire pouvant conduire les entreprises à entraver les règles de déontologie journalistique⁵.

Crise économique, crise identitaire

Cette crise structurelle semble fragiliser les représentations identitaires des journalistes. Depuis les débuts du passage au numérique, le journalisme fait face à des discours apocalyptiques des professionnels des médias eux-mêmes. Les propos pessimistes ont trait autant au modèle économique qu'à l'avenir même des pratiques professionnelles de l'information.

Ces dernières années, la porosité entre journalisme et communication semble plus assumée. Le brouillage concerne autant les modes entrepreneuriales de réorganisation des rédactions que les nouvelles pratiques plus insidieuses, limitées cependant à quelques journalistes, de publi-reportages plus ou moins déguisés ou de compléments publicitaires. Les entretiens recueillis auprès de professionnels de l'information permettent, dans une approche weberienne, de dégager leur propre représentation du numérique et des changements en cours. Une analyse des discours a été effectuée en fonction d'une grille d'items de perceptions, sinon exhaustives, du moins récurrentes (déterministes, enchanteresses, identitaires, etc.) (Joux, 2019 : 33). Dans le même temps, l'enquête s'est appuyée sur une immersion empirique, inspirée d'une théorie ancrée, au sein de la sphère médiatique étudiée (Idelson, 2014, *op. cit.*). Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits significatifs de notre travail d'entretien :

« Normalement, il faudrait une cloison très hermétique entre le service com', publicité et la rédaction, et elle est moins hermétique quand on est en difficulté financière. »

Rédactrice adjointe de presse écrite (entretien 14/08/2017)

« Tu vois par exemple la pub, c'est le nerf de la guerre et ils font appel aux journalistes pour faire des suppléments. Ça sert à deux choses, en gros c'est une sorte de complément de salaire, ils font des pages sur les suppléments qu'ils réalisent. »

Cadre presse écrite (entretien 28/07/2017)

Autre aspect des transformations, dans nos enquêtes sur les pratiques professionnelles, les questionnements concernant l'utilisation de Facebook apparaissent tout autant récurrents.

³ En août 2017, Le *Jir* se voit attribué une subvention de 2 millions d'euros votée par la Commission Permanente de la Région Réunion, [Accès, consulté le 24/01/2020 :] https://www.regionreunion.com/IMG/pdf/raa_aout_2017.pdf

En décembre 2019, la Commission Permanente de la Région Réunion vote un budget de 1 211 315 euros attribué au *Quotidien* et 1 071 618 euros au *Jir*, 160 000 euros pour Zinfos974 et 10 000 euros pour Réunion La 1^{ère}, [Accès, consulté le 24/01/2020 :] <https://www.regionreunion.com/actualite/toute-l-actualite/article/didier-robert-interpelle-le-gouvernement-sur-les-inegalites-d-acces-aux-aides-a-la-presse>

⁴ [Accès, consulté le 24/01/2020 :] <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/12/18/plr-plr,112330.html>
<https://www.temoignages.re/politique/edito/la-liberte-de-la-presse-peut-elle-exister-a-la-reunion-avec-cette-region,96817>

⁵ [Accès, consulté le 24/01/2020 :] <https://fr-fr.facebook.com/snjreunion/photos/a.1121104161354082/1768971873233971/?type=3&theater>

Ces dernières années ce réseau permettait aux productions des rédactions de gagner en visibilité et en flux. À présent, elles doivent cependant faire face aux changements d'algorithmes de Facebook et développer d'autres stratégies.

Ainsi, bien qu'ils restent un vecteur de la circulation de l'information locale, les contenus rédactionnels élaborés par les professionnels des médias deviennent moins prégnants sur Facebook.

« Aujourd'hui Facebook a changé ses algorithmes, et donc on passe beaucoup plus difficilement sur Facebook (...) mais bon ça ne nous empêche pas de, sur les dernières années on doublait notre audience tous les ans, là cette année ce sera un peu moins, mais je veux dire on continue à remonter. »

Directeur d'un site *pure player* (entretien 19/10/2018)

Le changement le plus impactant reste celui qui mettrait plus en avant les contenus des groupes Facebook sur les fils d'actualité des usagers de ce réseau numérique, et cela au détriment des pages des entreprises, notamment des médias.

Il s'agit là d'une nouvelle donne à laquelle sont confrontés les médias qui avaient pourtant jusqu'alors intégré l'utilisation de Facebook comme partie constitutive de leur stratégie digitale, même si celle-ci est parfois contestée au sein même des rédactions (Lauret, 2018).

Cette célérité à adopter de nouvelles formes de création et de diffusion de contenus met aussi en exergue des interrogations concernant les représentations des journalistes quant aux attentes de leurs lecteurs, auditeurs, téléspectateurs. L'accélération des cadences de la production (écrite ou audiovisuelle) les questionne sur la nature même de l'information produite. Certains appellent à la malléabilité, d'autres souhaiteraient plutôt que cette production s'ancre autour des « valeurs » traditionnelles du métier, des différences marquées notamment en fonction du support d'exercice.

« L'info développée longue façon Quotidien, Jir, ou Le Monde, Libération, les gens ils n'en veulent plus (...) donc nous nous faisons de l'information effectivement qui est de l'information Kleenex. »

Directrice d'un site *pure player* (entretien 18/10/2018)

« Je me place du point de vue du lecteur et du citoyen de savoir si l'information qu'on livre sert toujours la démocratie. Est-ce qu'elle va servir le débat public, ou est-ce qu'elle va renforcer des organismes qui prétendent assurer ce débat public ? »

Journaliste de presse écrite (entretien 16/08/2017)

Cette remise en question s'effectue en parallèle d'une crise de confiance ressentie vis-à-vis de la profession. Celle-ci s'est localement exacerbée lors du mouvement des Gilets jaunes (voir *infra*). En effet, sur le terrain, les journalistes ont parfois eu du mal à se faire accepter et ont dû essuyer les critiques de choix éditoriaux, mais aussi celles concernant leur place et leur rôle au sein même du débat public.

Un courrier rédigé par des Gilets jaunes réunionnais témoigne de la délégitimation des médias en leur reprochant le manque de représentation de la « population réunionnaise » dans la presse.

Ainsi, dans la lettre des « citoyens engagés pour l'avenir de La Réunion »⁶ circulant sur Facebook dès le 22 novembre 2018 et adressée au Préfet de La Réunion, les auteurs présentent les médias réunionnais comme un espace qui serait dédié notamment aux politiciens locaux. Les rédacteurs du courrier, s'ils estiment respecter la liberté de la presse vue comme « fondamentale », considèrent qu'elle doit s'inscrire dans le respect des valeurs républicaines et prendre aussi en compte les spécificités locales.

Habitus journalistique politique : une lecture sociale

Les médias locaux réunionnais sont, on l'a évoqué, étroitement liés à la sphère socio-historique locale. Si ces supports possèdent des statuts réglementairement identiques à ceux de leurs équivalents en France hexagonale, par exemple ceux de la Presse quotidienne régionale (PQR), leurs pratiques éditoriales sont davantage marquées par la couverture du fait local ou régional et une certaine distanciation vis-à-vis de l'actualité nationale. Ce rapport au local/global, qui n'est pas sans rappeler le *landscape médiatique* d'Arjun Appadurai (2015), n'a pas été modifié par la numérisation des médias réunionnais. *De facto*, ces derniers fonctionnent toujours comme s'ils relataient l'actualité à l'échelle d'un « petit pays », que les récepteurs résident dans l'île ou qu'ils appartiennent aux diasporas installées essentiellement en métropole ou dans, de moindres proportions, dans d'autres pays.

Dès lors, de ces différentes lectures des corpus médiatiques réunionnais étudiés depuis une vingtaine d'années, se dégage un *continuum* dans les analyses des supports : les acteurs des médias réunionnais, particulièrement impliqués dans le débat politique local, partagent une *doxa* rédactionnelle d'opinions, même divergentes, qui marque leur représentation du territoire qu'ils couvrent.

D'un point de vue théorique, des approches plutôt constructivistes font ainsi ressortir le rôle d'acteur social que peuvent jouer ces médias locaux au cours de différents événements sociaux auxquels ils contribuent (Idelson, Ledegen, 2012). Tandis que d'autres analyses, plus interactionnistes, dévoilent les jeux d'acteurs médiatiques en lien avec les contextes politiques tels que décrits *supra*.

On le redit, l'appréhension de la production et du rôle supposé des réseaux sociaux numériques (RSN), au sein de cet environnement médiatique local (EML) (Rebillard, 2001), ne peut être dissociée : les différents dispositifs informationnels ou communicationnels s'adressent à une communauté interprétative, productrice de local, et les chercheurs s'intéressent alors à « l'interprétation [par ces] communautés de production médiatique (au sens large) » (Idelson, Magdelaine-Andrianjafitrimo, 2012).

L'étude de cas centrée sur la couverture médiatique du mouvement social récent des Gilets jaunes permet d'illustrer ce propos. En réfutant tout déterminisme technique, elle montre cependant comment un tel mouvement aura pu s'exprimer à la fois dans des lieux physiques et dans des espaces médiatiques immatériels, professionnels ou profanes

La médiation du mouvement des Gilets jaunes : convergence médias établis, réseaux sociaux numériques (RSN), plateformes citoyennes

Durant une quinzaine de jours, en novembre et décembre 2018, la vie économique de l'île fut donc entièrement paralysée. Quelques blocages de ronds-points et d'axes routiers stratégiques mis en place par les Gilets jaunes suffirent à stopper toute activité : administrations, entreprises,

⁶ <https://www.clicanoo.re/clicazot/Article/2018/11/22/La-lettre-des-citoyens-engages-pour-lavenir-de-La-Reunion-au-prefet>

grandes surfaces de distribution, établissements scolaires et universitaires furent fermés. Compte tenu de l'insularité, la résonance du mouvement a pu paraître plus intense, dans une île asphyxiée par l'arrêt de toute circulation, qu'en métropole. Fait inédit dans le département : à la suite des premières émeutes urbaines nocturnes impliquant de jeunes adolescents, le préfet décréta un couvre-feu, ce qui contribua à créer un sentiment de vulnérabilité de l'île, « coupée du monde », déjà repéré dans les analyses de précédents travaux sur les épidémies sanitaires (Idelson, Ledegen, *op. cit.*).

Le corpus, étudié davantage d'un point de vue qualitatif que lexicométrique, se compose, d'une part, de séquences d'observation de la couverture médiatique durant lesquels différents acteurs médiatiques (journalistes) et profanes (internauts sur différents supports web) interviennent et convergent ; d'autre part, d'articles au format « édito » que l'on peut qualifier d'« espaces protégés » (Riutort, 1996, 65) dans lesquels les journalistes expriment leur opinion à propos de ce mouvement social. Une grille d'analyse (dont seulement quelques résultats synthétiques, faute de place, sont exposés ici) permet de dégager les procédés argumentatifs liés à une rhétorique éditoriale visant à convaincre ses récepteurs (Gauthier, Breton, 2011).

Séquence 1 : une ministre hologramme

Samedi 7 décembre 2018, Annick Girardin, la ministre des Outre-mer, repart à Paris, après un second voyage de déminage social à La Réunion qui aura duré trois jours. L'objectif de son séjour aura été de permettre à l'île de retrouver une situation de libre circulation. Un marathon au plus près des « Réunionnaises et des Réunionnais », selon ses termes, à arpenter les barrages et à écouter les « *Gilets jaunes péi* » (les Gilets jaunes de La Réunion). Mais, à peine de retour, dès dimanche, elle est encore là, présente en visioconférence depuis son ministère, entourée de deux collaborateurs. Grâce à ce dispositif, une délégation d'une trentaine de membres du collectif « Tous Unis pour La Réunion - Coordination des Gilets jaunes de La Réunion » poursuit la discussion avec elle. À 9500 km de la capitale, l'échange se déroule dans une salle de la préfecture, à Saint-Denis de La Réunion, devant laquelle a également été installé un grand écran pour que le public présent puisse assister en toute transparence – revendication récurrente du mouvement – aux débats et annonces censés permettre une sortie de crise. L'événement est transmis en direct par les deux chaînes de télévision de l'île, Réunion La 1^{ère} (du groupe France Télévisions) et Antenne Réunion (chaîne privée, leader en termes d'audience). Les autres médias en ligne diffusent également des *Live Facebook*. Les images circulent à l'instant t sur l'ensemble des réseaux socionumériques.

Séquence 2 : Expression d'opinions polysémiques dans la presse en ligne : légitimation et délégitimation d'un mouvement social ou le spectre retrouvé de la menace indépendantiste

Édito 1 : Zinfos974

Le site *peer to peer* Zinfos974 revendique la séparation des faits et des commentaires. Les premiers seraient constitutifs des articles essentiellement locaux qui le composent, les seconds s'exprimeraient dans les espaces protégés (Riutort, *op. cit.*) constitués par le « blog » de son rédacteur en chef et principal actionnaire dudit média. Durant l'épisode des Gilets jaunes, le brouillage entre les deux typologies intervient. Ainsi, la page d'accueil du jeudi 29 novembre 2018 présente un article à la rubrique « À la Une », intitulé « Quelques éléments de réponse à ceux qui prônent l'indépendance de La Réunion ». L'amalgame entre Gilets jaunes et indépendantistes présumés semble ici vouloir raviver un débat qui avait disparu de l'espace public depuis au moins deux décennies.

Édito 2 : *Journal de l'Île/Clicanoo*

Le 3 décembre 2018, le site Clicanoo du *Journal de l'Île de La Réunion* relaie l'éditorial de son directeur général qui exprime son indignation face à l'instabilité provoquée par le mouvement

social. Dans un style hyperbolique qui lui est propre, il établit un parallèle entre la situation de chaos qu'il a lui-même vécue jadis, en tant que pied-noir, en Algérie et celle de paralysie de l'île⁷.

Article 3 : Imaz Press Réunion

La coloration éditoriale du site Imaz Press Réunion (au statut d'agence de presse et concurrent direct de Zinfos974) apparaît davantage factuelle. Le 29 novembre 2018, les journalistes d'une rédaction très réduite en nombre (deux permanents gérants de l'entreprise) relatent les différents épisodes de la visite de la ministre, Annick Girardin, face aux Gilets jaunes. Ces derniers apparaissent beaucoup plus légitimés que dans les deux précédents exemples. Les rencontres sont diffusées en « Live/Photos/Vidéos », sur la page Facebook d'Imaz Press Réunion⁸.

Séquence 3 : Plateforme « Les Gilets Jaunes La Réunion »

Le mouvement qui se présente comme « citoyen » crée dès novembre 2018 sa plateforme web intitulée sobrement « Les Gilets Jaunes La Réunion ». Doté d'une charte de publication, le site bilingue (rédigé en français et en créole réunionnais) se présente comme un lieu de dépôt, d'échange et de récolte de revendications⁹.

Comme en métropole (Joux, 2019, *op. cit.*), l'expression médiée des Gilets jaunes à La Réunion s'est ainsi relatée sur des multi-supports informationnels, professionnels ou profanes. Ces formes de médiations du mouvement citoyen et de la parole délibérative dans l'espace public peuvent être catégorisées selon le triptyque suivant qui concerne :

- 1) les médias « établis » (Bousquet et *al.*, 2010, 56) : presse écrite et audiovisuelle professionnelle et leur émanation électronique sur internet ; la presse quotidienne régionale, moins étudiée à ce propos que la presse quotidienne nationale investit les réseaux sociaux numériques dans ses stratégies de développement (Pignard-Cheynel, Sebbah, 2012), à La Réunion, Facebook semblant privilégié par rapport à d'autres RSN (Twitter, Instagram, etc.) ;
- 2) les plateformes web dédiées à l'organisation et à l'expression de la « parole citoyenne » ;
- 3) les réseaux sociaux numériques considérés comme dispositifs techniques dans lesquels circulent les discours médiés des deux précédentes catégories.

Conclusion

Dans cette relation médiatique, on repère ainsi une forme de convergence (Cardon, 2019) dans les usages et dans les modalités d'expression. Au sein de l'espace médiatique local, cette configuration, techniquement nouvelle, mais issue d'une tradition éditoriale de la parole contestataire, apparaît alors.

⁷ [Accès, consulté le 20/12/2019 :] https://www.clicanoo.re/Editorial/Article/2018/12/03/force-ledito-de-Jacques-Tillier_559922

⁸ [Accès, consulté le 20/12/2019 :] <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2018/11/29/-live-photos-videos-treizieme-jour-de-mobilisation-des-gilets-jaunes-la-route-du-littoral-est-toujours-fermee,94495.html>

⁹ [Accès, consulté le 20/12/2019 :] <https://les-Gilets-jaunes.re> Il s'agit d'une plateforme développée gratuitement par une start-up parisienne de démocratie en ligne, Cap Collectif. En réaction au mouvement des Gilets jaunes, la Région Réunion lance à son tour une plateforme « dédiée à la participation citoyenne » : <https://capcitoyenreunion.re/>. Des travaux consacrés à l'impact numérique dans ce processus politique de délibération sont entamés dès 2019 par des chercheurs de La Réunion : G. Molinatti, C. Rafidinarivo. Dynamiques d'institutionnalisation d'une épreuve démocratique : Les innovations institutionnelles participatives proposées en réponse au mouvement des Gilets Jaunes à La Réunion. *Colloque international du GIS CNRS Démocratie et participation : « Localiser l'épreuve démocratique. Assemblages, Circulations, Imaginaires »*, GIS CNRS Démocratie et participation, déc. 2019, Paris, France. ([hal-02417131](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02417131))

Il s'agit d'une hybridation entre production professionnelle (des journalistes patentés) et production ordinaire (Ruellan, 2007) des acteurs profanes qui impulsent, relatent et commentent le mouvement dans une médiation multiforme (traditionnelle, physique, digitale) de la parole revendicative.

Les transformations se produisent ainsi sous l'effet de plusieurs facteurs tout autant déterminants : la reconfiguration du champ économique insulaire, l'évolution des techniques digitales d'information et de communication et les particularités d'un espace public médiatique local qui s'inscrit dans une histoire post-coloniale. Celle-ci est imprégnée de luttes sociales et d'engagements qui se jouent dans des rapports de domination, de pouvoir et de contre-pouvoir (Bancel, Blanchard, Vergès, 2003). Ainsi l'historicisation des médias réunionnais permet-elle de révéler des *habitus* éditoriaux de positionnement politique qui perdurent même au prisme des nouvelles logiques de production (convergence réseaux socionumériques/médias établis, économie de flux et de l'attention [Kessous, Rey, 2009], lois d'un marché publicitaire limité, nouveaux rapports de force médiatico-politiques, etc.).

Bibliographie

- APPADURAI A., 2015, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, collection Petite biblio Payot, Essais, 336 pages
- BANCEL N., BLANCHARD P., VERGÈS F., 2003, *La République coloniale, Essai sur une utopie*, Albin Michel, collection Albin Michel des Idées, 176 pages
- BOUSQUET F., MARTY E., SMYRNAIOS N., 2015, « Les nouveaux acteurs en ligne de l'information locale », *Sur le journalisme*, Vol. 4, n° 2
- BROUSTEAU N., JEANNE-PERRIER V., LE CAM F., PEREIRA F. H., « L'entretien de recherche avec des journalistes », *Sur le journalisme*, Vol. 1, n°1, consulté le 24 janvier 2020. URL: <http://www.surlejournisme.kinghost.net/rev/index.php/slj/issue/view/1>
- CARDON D., 2019, *Culture numérique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, collection Les Petites humanités, 432 pages
- GAUTHIER G., BRETON P., 2011, *Histoire des théories de l'argumentation*, Paris, La Découverte, Repères, 128 pages
- IDELSON B., 2002, « L'espace médiatique réunionnais, hier et aujourd'hui », *Hermès*, n° 32-33, p. 101-110
- IDELSON B., 2014, *Sociobiographies. Vies de journalistes*, Paris, L'Harmattan, collection Communication et civilisation, 318 pages
- IDELSON B., LAURET É., 2020, « L'espace médiatique réunionnais : entre transformations numériques et *habitus* éditoriaux », *Communication et traces numériques* Presses Universitaires Rouen-Le Havre, collection SIC, p. 135-170.
- IDELSON B., LEDEGEN G. (dir.), 2012, *Chikungunya, la médiatisation d'une crise. Presse, humour, communication publique*, Fernelmont, Éditions Modulaires Européennes, EME, collection Sciences du Langage, Proximités, 223 pages
- IDELSON B., MAGDELAINE-ANDRIANJAFITRIMO V., 2 « Communauté interprétative. Publicationnaire », *Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*, consulté le 24 janvier 2020. URL: <http://publicationnaire.huma-num.fr/notice/communaute-interpretative/>
- JOUX A., 2019, « Des journalistes pas comme les autres. Le traitement médiatique des Gilets jaunes, un révélateur des tensions qui traversent le journalisme », *Les cahiers du numérique*, 2019/3 (Vol. 15), p. 29-52

- JEANNE-PERRIER V., « Les pratiques éditoriales comme moyen d'action sociale sur des corps de métier : les journalistes soumis aux outils des médias sociaux », in S. Proulx et A. Klein (dir.) *Connexions. Communication numérique et lien social*, Presses universitaires de Namur, p. 101-118
- KESSOUS E., REY. B., 2009, « Économie numérique et vie privée », *Hermès*, n° 53, p. 49-54
- LAURET É., 2018, « Pratiques et représentations du journalisme au prisme du numérique. Le cas des entreprises médiatiques réunionnaises », in F. Liénard et S. Zlitini (dir.), *Réseaux sociaux, traces numériques et communication électronique, actes du colloque international*, Le Havre, Université Le Havre Normandie, p. 583-593
- MERZEAU L., 2013, « L'intelligence des traces », *Intellectica*, n° 59/1, p.115-135
- OUAKRAT A., MÉSANGEAU J., 2016, « Resocialiser les traces d'activités numériques : une proposition qualitative pour les SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 8
- PIGNARD-CHEYNEL N., et SEBBAH B., « La presse quotidienne régionale sur les réseaux sociaux », *Sciences de la société*, n° 84-85, consulté le 24 janvier 2020. URL: <http://journals.openedition.org/sds/1919>
- REBILLARD F., 2001, « Trafic d'affluences. La structuration progressive de l'environnement médiatique local sur l'Internet » in Béatrice Damian et al., *Inform@tion.local. Le paysage médiatique régional à l'ère de l'internet*, Paris, L'Harmattan, collection Communication et civilisation, p. 35-48
- RIUTORT P., 1996, « Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste », *Réseaux*, n° 76, p. 61-79
- RUELLAN D., « Penser le "journalisme citoyen" », *M@rsouin*, consulté le 24 janvier 2020. URL: http://www.marsouin.org/IMG/pdf/Ruellan_13-2007.pdf
- TÉCHER K., SERVIABLE M., 1991, *Histoire de la presse à La Réunion*, Sainte-Clotilde, A.R.S. Terres Créoles, collection Indigotier, 121 pages